

La parole est au député de South West Nova.

[Français]

M. Gérald Comeau (South West Nova): Madame la Présidente, je ne me sers que de notes copieuses de toute façon, et si le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) n'aime pas les commentaires que je fais au sujet de son grand leader d'Oshawa (M. Broadbent), que voulez-vous y faire? C'est son problème!

[Traduction]

Les députés néo-démocrates aiment à donner, mais pas à recevoir.

Pour en revenir à mes notes précieuses, je tiens à me reporter aux avantages dont profiteront les Canadiens de la région de l'Atlantique. Tout d'abord, cela nous donnera un accès plus sûr et meilleur aux marchés américains et cela mettra fin au harcèlement commercial permanent qui touche les industries de la région de l'Atlantique depuis quelques années.

Si le député de Windsor—Walkerville vérifiait auprès de ses collègues de la région, il s'apercevrait que tous les deux ou trois ans, les pêcheurs américains tentent de faire imposer des droits compensateurs sur notre poisson. En vertu de l'accord de libre-échange, il leur sera beaucoup plus difficile d'agir ainsi et de tenter de nous prendre nos marchés.

En supprimant les droits de douane sur les biens de transformation que nous exportons, nous les revalorisons et nous créons ainsi plus d'emplois dans nos usines de poisson, nos exploitations agricoles et nos entreprises manufacturières. Cela fait assez longtemps que nous exportons nos matières premières. En supprimant les droits sur les dérivés du poisson, nous pourrions produire des repas-minute et la valeur qu'on y ajoutera au Canada nous permettra de relancer l'emploi dans la région de l'Atlantique.

Mais les avantages du libre-échange ne s'arrêtent pas au poisson. Nous pourrions aussi transformer nos légumes pour en faire des repas-minute. Les usines servant à cette revalorisation emploieront plus de travailleurs, d'électriciens, de plombiers et de préposés aux réparations. Je rappelle au NDP que toute cette activité créera des emplois chez nous et que nous ne connaissons pas de prospérité sans ces emplois. Mais le NPD est contre les habitants de cette région.

Les dispositions sur l'énergie de l'accord de libre-échange favoriseront l'exploitation des hydrocarbures et de l'énergie dans la région de l'Atlantique. La sécurité d'accès au marché américain et des garanties plus strictes en ce qui concerne l'investissement étranger relanceront la prospection et l'exploitation de nos réserves énergétiques.

Les socialistes nous ont brossé un tableau très sombre des trois maux qui affligent actuellement le gouvernement d'après eux: la privatisation, la déréglementation et le libre-échange.

Une voix: En plein dans le mille.

Travaux de la Chambre

M. Comeau: Ils me disent «en plein dans le mille». Ils sont contre la privatisation, la déréglementation et le libre-échange. Ils sont donc en faveur de leurs contreparties, soit la nationalisation ou la main-mise de l'État, la réglementation et la centralisation; bref ils sont non seulement contre la libéralisation du commerce, mais contre le commerce tout court. Disons plus simplement qu'ils veulent grossir l'appareil bureaucratique, multiplier les interventions politiques sur le marché, centraliser les pouvoirs à Ottawa et créer toute une pléthore de sociétés d'État.

• (2110)

Le contraire d'une politique nationale de libre-échange, c'est l'isolement, le protectionnisme, et l'absence d'échanges commerciaux. C'est un Canada insulaire et paranoïde, retranché comme une forteresse. Même la Russie socialiste s'est rendu compte que la planification et l'intervention bureaucratiques centralisées de l'activité commerciale aboutissaient à l'échec. Elles se soldent par de bas salaires, un bas niveau de vie, la pénurie des denrées alimentaires et les longues files d'attente. On pourrait croire que les socialistes canadiens voudraient profiter des leçons de leurs homologues socialistes d'URSS. Le sens des affaires et l'esprit d'entreprise sont considérés comme des tares par les socialistes et les dirigeants syndicaux.

Nous avons entendu leurs propos anti-américains. Nous avons constaté leur colère noire lorsque Margaret Thatcher a osé dire la vérité à la Chambre des communes au sujet du libre-échange et de l'OTAN. Nous savons tous ce qui va advenir si jamais le NPD et les libéraux forment un gouvernement de coalition. Ils seront contre le commerce extérieur, contre l'OTAN et ils vont mener le Canada à la ruine.

Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir pu dire quelques mots.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le ministre du Commerce invoque le Règlement.

Des voix: Oh, oh!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Veuillez m'excuser: le ministre d'État.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Madame la Présidente, c'est à peu près la seule chose que je n'aie pas été depuis une semaine.

Des voix: Oh, oh!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Si vous le permettez, je tiens à m'excuser pour ce lapsus à cette heure tardive. Je ne songeais certainement pas à déclencher un remaniement ministériel. L'honorable ministre d'État chargé du Conseil du Trésor.